

GUINÉE ÉQUATORIALE.

Des opposants sont arrêtés et torturés en pleine campagne électorale

Index AI : AFR 24/02/96

À la veille de la première élection présidentielle organisée en Guinée équatoriale depuis l'instauration, en 1992, du multi-partisme, des opposants sont arrêtés et torturés.

À la mi-janvier, les autorités ont tout à coup annoncé que la date de l'élection présidentielle, prévue pour juin 1996, était avancée au 25 février. Depuis, la répression s'est intensifiée ; de nombreux opposants pacifiques ont été arrêtés de manière arbitraire, et détenus pendant de courtes périodes, en particulier dans les zones les plus difficiles d'accès de la région continentale de Río Muni. La plupart d'entre eux ont été torturés ou maltraités pendant leur détention par la police.

Amnesty International exhorte le gouvernement à cesser de harceler ses opposants, à enquêter sur ces événements et à déférer à la justice ceux qui ont harcelé, arrêté et torturé des militants politiques pacifiques.

Les premières cibles de la répression sont les membres des partis politiques regroupés au sein de la Plataforma de Oposición Conjunta (POC, Plate-forme commune de l'opposition) – arbitrairement dissoute par la commission électorale –, ainsi que le candidat présenté par cette coalition. Il lui a en effet été interdit de se présenter aux élections, après que l'un des partis de la POC eut décidé de se retirer, à la fin du mois de janvier. La POC continue d'appeler au boycottage des élections.

Plusieurs membres de cette coalition ont été arrêtés le 16 février par les forces de sécurité, alors qu'ils suivaient un cours de français au centre culturel français de Malabo, la capitale. Parmi eux se trouvaient le premier maire démocratiquement élu de Malabo, Victorino Bolekia, ainsi que des conseillers, Santiago Obama, Julián Ehapo, Celestino Bakale et Gaudencio Asumu. Victorino Bolekia a été libéré quelques heures après son interpellation ; les autres ont été détenus pendant deux jours. Tous ont été passés à tabac.

Des militants politiques ont également été menacés d'arrestation s'ils utilisaient les médias étrangers pour critiquer la manière dont se déroulait la campagne électorale. Genoveva Nchama, membre de l'Unión Popular (UP, Union populaire), a été arrêtée à

la mi-janvier et détenue pendant plusieurs semaines parce qu'elle avait critiqué le gouvernement sur la station de radio Radio Exterior de España. Elle a été battue pendant sa détention. Des prêtres catholiques sont également pris pour cibles et ils leur est interdit de sortir de leur paroisse pour s'acquitter de leurs tâches. Plusieurs prêtres, dont le père José Carlos Esono, ont été arrêtés et torturés après avoir été accusés de s'opposer à la candidature du président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo. Des mandats d'arrêt ont été décernés contre d'autres ecclésiastiques |